

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

1^{er} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2025 - 2026
(OCTOBRE - DÉCEMBRE 2025)



TABLE DES MATIÈRES

1. VUE D'ENSEMBLE	PAGE	3
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU PREMIER TRIMESTRE 2025 - 2026	PAGE	4
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE	PAGE	4
2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE	PAGE	7
SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX	PAGE	7
3. FINANCES PUBLIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2026	PAGE	8
4. SECTEUR EXTERNE AU PREMIER TRIMESTRE 2026	PAGE	9
5. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2026	PAGE	11
6. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU PREMIER TRIMESTRE 2026	PAGE	12
7. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE	PAGE	13
8. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE	PAGE	15
9. PERSPECTIVES	PAGE	17

1. VUE D'ENSEMBLE

Suivant les informations disponibles au 31 décembre 2025, les perspectives économiques du Fonds Monétaire International (FMI) publiées en janvier 2026 tablent sur une croissance mondiale pour l'année 2026 légèrement supérieure à celle anticipée antérieurement. Cette projection révisée à la hausse découle de la résilience des principales économies, en dépit des chocs multiples qui ont contrebalancé les impacts positifs de l'augmentation des investissements considérables dans les technologies de pointe ainsi que ceux induits par l'assouplissement des conditions monétaires et financières, alors que les autorités restent encore préoccupées par le niveau d'inflation supérieur aux cibles visées.

Au niveau national, l'économie reste en proie aux troubles socio-politiques qui ont davantage fragilisé l'appareil productif en Haïti. Les intempéries survenues à la fin d'octobre se sont traduites par d'importantes pertes en infrastructures et en production vivrière, ce qui a concouru au maintien du niveau élevé des prix. Néanmoins, une tendance désinflationniste a été observée au cours du premier trimestre 2026, portée par la diminution progressive des effets des aléas enregistrés au cours des trimestres précédents, alors que la monnaie nationale s'est appréciée et que les prix des produits de base ont évolué à la baisse sur le marché international durant le trimestre sous-étude. En revanche, la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages, induite notamment par les pertes d'emplois et de revenus agricoles, a exacerbé l'insécurité alimentaire dans un contexte d'augmentation du nombre de personnes vivant dans la précarité à la suite de leur déplacement en raison de la crise sécuritaire.

Considérant les incertitudes entourant l'environnement global, les objectifs prioritaires des autorités monétaires haïtiennes demeurent la stabilité macroéconomique et financière. La BRH poursuit ses actions visant à favoriser l'accès au financement des secteurs productifs via les programmes de soutien aux PME et aux initiatives entrepreneuriales féminines. De plus, la Banque centrale continuera d'intervenir sur le marché des changes afin de contenir la volatilité des prix dans l'économie à travers la stabilité du taux de change et ses impacts potentiels sur l'inflation.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU PREMIER TRIMESTRE 2026

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale demeure relativement résiliente sur la période allant d'octobre à décembre 2025, en dépit des chocs multidimensionnels qui continuent de peser sur la dynamique des activités. En effet, les réorientations des politiques commerciales traduites par le relèvement de certains droits de douane et la conclusion des accords commerciaux bilatéraux ont contribué à amplifier les tensions géopolitiques à l'échelle internationale. Néanmoins, l'assouplissement de la politique monétaire et financière, combiné aux flux d'investissement considérables dans les technologies de pointe dans les principales économies ont atténué les incidences de ces mesures protectionnistes sur l'activité économique mondiale. Conséquemment, le Fonds Monétaire International (FMI) a révisé en légère hausse les projections de croissance mondiale pour l'inscrire à 3,3 % en 2026, soit le même niveau estimé pour l'année 2025¹.

Au premier trimestre de l'exercice fiscal 2026, l'économie américaine a pâti des impacts de la paralysie budgétaire partielle entre octobre et novembre 2025, laquelle a conduit à la mise au chômage technique des fonctionnaires de l'administration américaine, hormis les missions essentielles. Cette situation s'est observée alors que les États-Unis font face aux retombées négatives des barrières tarifaires imposées et des politiques migratoires qui ont entretenu les poussées inflationnistes (2,7 % en décembre 2025) et fragilisé le marché du travail (taux de chômage établi à 4,4 % en décembre 2025). Nonobstant les investissements notables dans l'intelligence artificielle soutenus par le dynamisme des marchés boursiers et le relâchement des conditions monétaires entamé en septembre 2025, les incidences des facteurs adverses sus-cités ont entraîné un ralentissement de la croissance économique. Le PIB américain a crû de 0,7 % sur la période allant d'octobre à décembre 2025, contre 4,4 % constaté au trimestre précédent. Conséquemment, bien que l'inflation demeure au-dessus de la cible de 2 %, la Réserve fédérale américaine (Fed) a procédé à une troisième baisse consécutive de ses taux directeurs en les portant dans la fourchette comprise entre 3,50 % et 3,75 % en décembre 2025, afin de soutenir les activités économiques aux États-Unis.

Sur le même intervalle considéré, la Zone Euro a enregistré une progression de 1,3 % du PIB par rapport au trimestre correspondant de l'année passée, marquant une expansion modérée de l'activité économique malgré les tensions commerciales et la faiblesse des exportations de cette région. La relative stabilité du marché de l'emploi (taux de chômage à 6,2 % en décembre 2025) et de l'inflation égale à la cible (2 % en décembre 2025) ont porté la Banque centrale européenne (BCE) à maintenir le taux de facilité de dépôt à 2 % à la fin du trimestre sous revue.

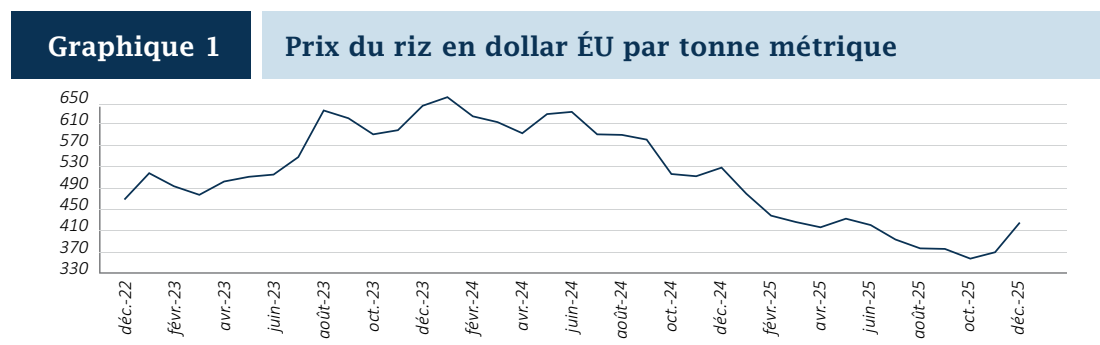
¹ Selon les projections du FMI publiées en janvier 2026, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,3 % en 2026, contre les prévisions d'octobre 2025 portées à 3,1 %.

S'agissant de la région « Amérique latine et Caraïbes », en raison du tassement de la consommation privée et de celui de la demande extérieure, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) table sur une projection de croissance de 2,3 % en 2026 (-10 points de base par rapport à 2025) et une détérioration du marché de l'emploi dans ces économies présentant des vulnérabilités structurelles. Parallèlement, en dépit des hétérogénéités sous-régionales, un processus désinflationniste a été constaté, ce qui a conforté les banques centrales de la région dans leur posture plutôt accommodante. En République dominicaine, les effets induits des événements climatiques liés à l'ouragan Melissa ont entraîné un accroissement du taux d'inflation qui, en glissement annuel, s'est porté à 4,95 % en décembre 2025, demeurant toutefois dans l'intervalle cible de 4 % ± 1 point de pourcentage. Dans ce contexte, la Banque centrale dominicaine (BCRD) a gardé son taux de refinancement à 5,25 % en décembre 2025, après une baisse cumulée de 50 points de base entre septembre et octobre 2025.

En ce qui a trait aux prix des produits de base sur le marché international, ils ont affiché un comportement baissier durant le premier trimestre de l'exercice 2025-2026. En effet, l'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est contracté de 3,3 % par rapport au trimestre antérieur. Par ailleurs, sous le double effet d'une demande mondiale atone et d'une offre soutenue, les cours des produits pétroliers se sont repliés à la fin du trimestre sous revue. Le prix du baril du West Texas Intermediate (WTI) a enregistré une contraction trimestrielle de 9,4 %, contre 8 % pour celui du Brent, ces cours s'établissant respectivement à 57,97 dollars EU et 62,54 dollars EU en décembre 2025.

Tableau 1		Indicateurs macroéconomiques par région et pays			
Pays et Région/ Indicateurs	Projection de croissance pour 2026 *	Taux d'inflation*	Taux de chômage*	Taux directeur*	
États-Unis	2,40 %	2,70 %	4,40 %	[3,50 % – 3,75 %]	
Zone Euro	1,30 %	2,00 %	6,20 %	2,00 %	
République Dominicaine	4,50 %	4,95 %	4,90 %	5,25 %	

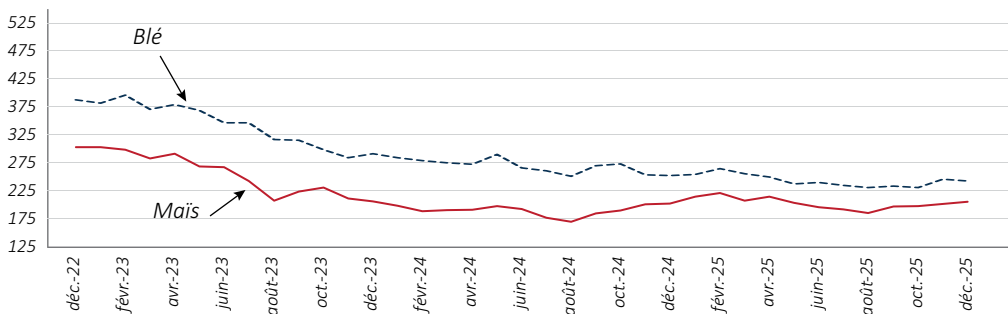
*Source : FMI – World Economic Outlook (Janvier 2026) | **Sources : BLS / Fed / Eurostat / BCE / BCRD (Décembre 2025)



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 2

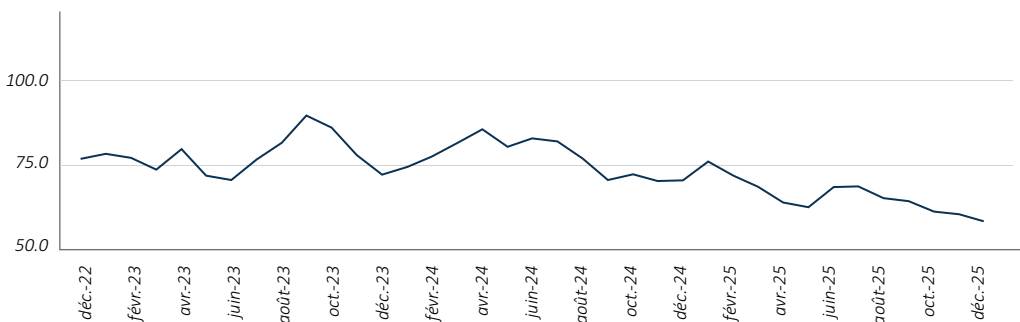
Prix du blé et du maïs en dollar EU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 3

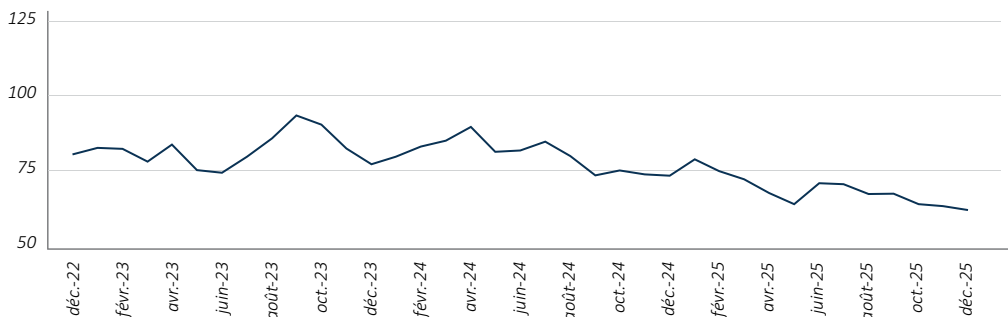
Prix du baril du West Texas Intermediate (WTI) en dollar EU



Sources : www.eia.gov/Indexmundi

Graphique 4

Prix du baril du Brent en dollar EU



Sources : www.eia.gov/Indexmundi

2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

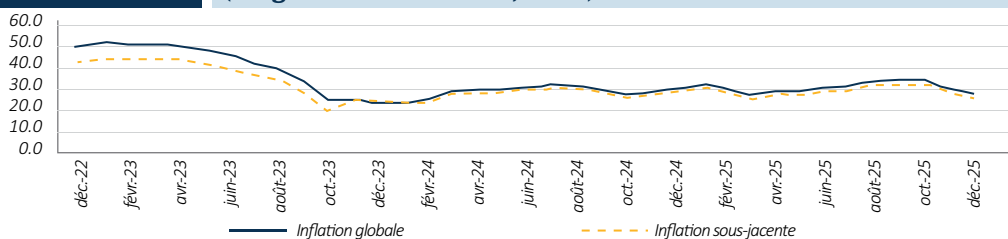
SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX

Au niveau national, l'activité économique sur la période allant d'octobre à décembre 2025 s'est inscrite dans le prolongement des différentes contraintes qui ont paralysé l'économie haïtienne et conduit à une septième année de croissance négative en 2025. En sus des pressions alimentées par les conditions socio-politiques et sécuritaires délétères, la production agricole, déjà en proie à des déficits structurels, a subi les impacts négatifs de l'ouragan Melissa notamment dans le Grand Sud (Grand'Anse, Sud, Nippes et Sud-Est)². Ce choc climatique survenu à la fin du mois d'octobre 2025, en plus des pertes en vies humaines, s'est traduit par la destruction de milliers d'habitations et d'infrastructures agricoles, exacerbant ainsi la faiblesse de la production des denrées essentielles dans un contexte de dégradation du marché du travail. En effet, le secteur textile, grand pourvoyeur d'emplois, a enregistré une contraction significative de ses effectifs, ces derniers passant de 26 326 en décembre 2024 à moins de 25 000 en décembre 2025, alors que l'industrie d'assemblage attendait encore de pouvoir bénéficier à nouveau des facilités offertes par la loi HOPE/HELP rendue caduque en septembre 2025.

Ces facteurs ont contribué au creusement de l'insécurité alimentaire, en atteste l'analyse publiée en décembre 2025 par *Famine Early Warning System Network* (FEWSNET). L'incertitude relative au climat sécuritaire et la forte prévalence de la malnutrition aiguë maintiennent des résultats d'Urgence (IPC Phase 4) à Cité Soleil, Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets, ainsi que dans les sites de personnes déplacées internes (PDI) de la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP). Selon le 11^e cycle de la Matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) publié en octobre 2025, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, particulièrement dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Centre, a crû de 10 % en septembre en variation trimestrielle pour s'établir à 1 412 199. Néanmoins, la résorption progressive des chocs passés et le maintien par la BRH de la gestion des liquidités excédentaires du système bancaire ont contribué à une décélération des prix notamment en novembre et décembre 2025. Suivant les données publiées par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), après avoir atteint 31,9 % en septembre 2025, l'inflation annuelle a ralenti pour s'établir à 25 % en décembre 2025.

Graphique 5

Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente (en glissement annuel, en %)



Source : BRH

² Selon les chiffres publiés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), environ 1,25 million de personnes ont été affectées par cet événement climatique qui a causé la mort d'au moins 46 personnes et entraîné la destruction ou l'endommagement de près de 842 400 habitations. <https://www.unocha.org/>, février 2026

3. FINANCES PUBLIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2026

Nonobstant le manque de dynamisme des activités économiques au premier trimestre de l'exercice 2025-2026, les efforts de mobilisation des organismes de perception de l'État haïtien ont entraîné une augmentation trimestrielle de 10,9 % des recettes totales (54 136,39 MG). Les recettes publiques ont représenté 39 % des ressources disponibles (138 652,32 MG), ces dernières étant fortement constituées par les produits d'émission de billets de trésorerie dont l'encours s'est établi à 77 101,95 MG. Par ailleurs, les dépenses budgétaires, qui comptent pour 60 % des décaissements totaux (137 434,19 MG), ont accusé une hausse de 42,41 % pour s'établir à 82 370,60 MG. Conséquemment, les taxes et impôts collectés n'ayant pas permis de couvrir les dépenses budgétaires, il en est résulté un déficit qui a été partiellement financé par les avances de la BRH à hauteur de 2 652,8 MG.

Tableau 2	Évolution des finances publiques (en MG)		
	1 ^{er} trim 2025	4 ^e trim 2025	1 ^{er} trim 2026
Recettes fiscales	48,150.82	48,797.27	54,136.39
Autres ressources	53,576.52	49,166.89	84,515.93
Emiss. nettes Bons du TP	48,933.19	44,452.27	77,101.95
Ressources totales	101,727.34	97,964.17	138,652.32
Dépenses budgétaires	43,652.61	57,840.51	82,370.60
Autres décaissements	50,499.81	36,846.65	55,063.59
Certificats de Trésorerie et autres	41,125.80	33,232.00	53,235.96
Décaissement totaux	94,152.42	94,687.16	137,434.19

Sources : MEF/DCC_BRH

4. SECTEUR EXTERNE AU PREMIER TRIMESTRE 2026

Les données disponibles sur le secteur externe au premier trimestre fiscal 2026 indiquent un repli des exportations, alors que les importations se sont inscrites en hausse et que la gourde, soutenue par la progression des transferts sans contrepartie, a affiché une relative appréciation par rapport au dollar américain à la fin du mois de décembre 2025. Ainsi, les exportations de biens et services (114,72 millions de dollars ÉU) ont accusé une baisse de 4,85 % sur la période allant d'octobre à décembre 2025 à la suite du ralentissement de l'activité dans la branche du textile. En effet, la production de ce secteur, notamment la branche de la sous-traitance, demeure conditionnée à la dégradation de l'environnement économique et reste tributaire du renouvellement de la loi HOPE/HELP rendue caduque en septembre 2025. Parallèlement, les importations ont atteint 1 241,44 millions de dollars ÉU, soit un accroissement de 4,57 % par rapport au trimestre précédent. L'évolution contrastée des exportations par rapport aux importations a conduit à un creusement de 5,64 % du déficit commercial, lequel est passé à 1 126,72 millions de dollars ÉU durant le trimestre sous revue.

Par ailleurs, la croissance soutenue des transferts sans contrepartie reçus de l'étranger (1 245,86 millions de dollars ÉU ; +10,53 %), jumelée aux mesures de régulation du marché des changes mises en œuvre par la Banque centrale, a contribué à l'augmentation de l'offre de dollars dans l'économie. Ceci s'est traduit par une légère appréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU au terme du trimestre sous-étude, ce qui confirme la relative stabilité de la gourde constatée durant ces deux dernières années. Ainsi, au 31 décembre 2025, le taux de référence calculé par la BRH a accusé une baisse de 0,05 % par rapport au trimestre antérieur pour se chiffrer à 130,6244 gourdes pour un dollar ÉU.

Graphique 6

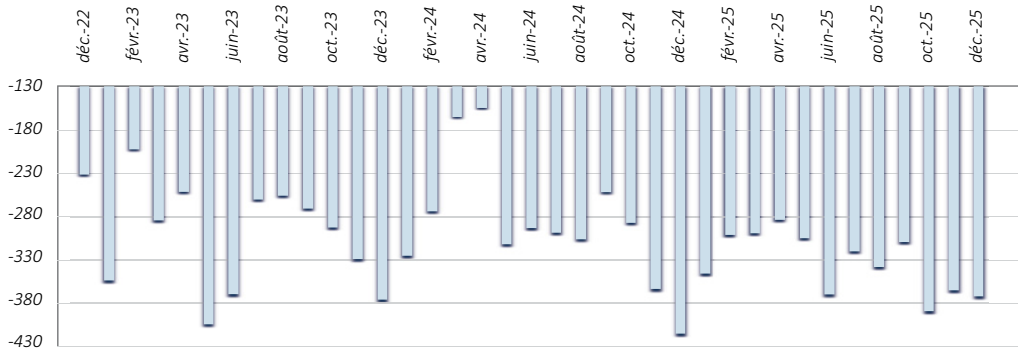
Transferts privés sans contrepartie reçus de l'étranger (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

Graphique 7

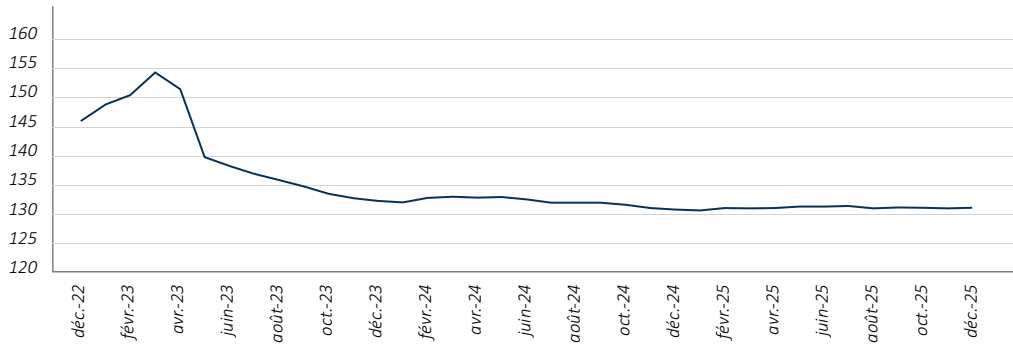
Balance commerciale (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

Graphique 8

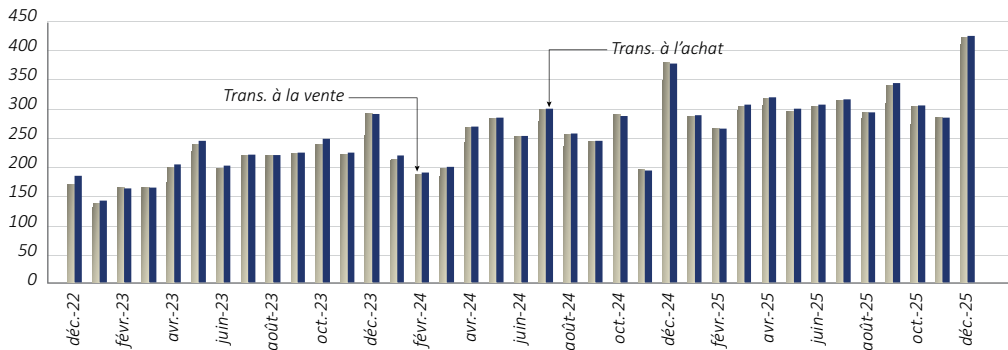
Taux de change nominal de fin de période (HTG/USD)



Source : BRH

Graphique 9

Volume des transactions bancaires à l'achat et à la vente sur le marché des changes (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

5. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2026

Au cours du 1^{er} trimestre de l'exercice fiscal 2026, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a maintenu une orientation prudente de sa politique monétaire, dans un contexte macroéconomique encore marqué par des fragilités structurelles et un niveau élevé d'incertitudes. Cette posture reflète l'engagement des autorités monétaires à préserver les équilibres fondamentaux, tout en veillant à limiter l'impact des facteurs susceptibles de générer des pressions sur la stabilité monétaire et financière. À cet égard, la BRH a poursuivi la mise en œuvre de son dispositif de gestion de la liquidité bancaire, principalement à travers les émissions de bons BRH, sans modification de ses principaux instruments de politique monétaire dont la dernière révision remonte à août 2022.

Aussi, les coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en devises étrangères ont-ils été maintenus à leurs niveaux antérieurs, soit 40 % et 53 % respectivement pour les banques créatrices de monnaie (BCM), et 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL). De même, les taux d'intérêt sur les bons BRH ont été reconduits à 6 %, 8 % et 11,5 % pour les maturités respectives de 7, 28 et 91 jours. Toutefois, l'encours de ces titres a significativement diminué sur la période, passant de 22 450 MG à 10 800 MG, en vue de faciliter les souscriptions des institutions financières aux certificats de trésorerie. Parallèlement, les conditions appliquées aux opérations de mise en pension sont restées inchangées, avec des taux fixés à 17 % pour les bons BRH et à 14 % pour les bons du Trésor.

S'agissant du marché des changes, l'offre de devises continue de bénéficier du dynamisme des transferts sans contrepartie en provenance de la diaspora. La stabilité du taux de change qui en résulte, a permis à la BRH de renforcer ses interventions nettes à l'achat. Celles-ci ont atteint 129,33 millions de dollars américains au cours de la période sous revue, contribuant ainsi à la consolidation des réserves internationales de la banque centrale. Par ailleurs, les émissions d'obligations BRH se sont poursuivies afin de stimuler l'épargne en gourdes, l'encours global totalisant 9 641,60 MG au 31 décembre 2025.

À titre de mesure complémentaire, la BRH, à travers la circulaire 115-7, a prolongé jusqu'au 30 septembre 2026 l'autorisation accordée aux institutions financières de mettre en place des moratoires et des restructurations sur les prêts éligibles dans une perspective d'atténuation des vulnérabilités financières liées à la crise sécuritaire.

6. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU PREMIER TRIMESTRE 2026

Les données disponibles au 31 décembre 2025 font état d'une accélération du rythme de croissance de la base monétaire tant au sens strict qu'au sens large comparativement au quatrième trimestre de l'exercice fiscal précédent. En effet, la base monétaire au sens restreint a progressé de 10,86 %, après avoir augmenté de 2,84 % au trimestre précédent. La monnaie en circulation, en particulier, s'est accrue de 14,42 % sur la période, une évolution imputable au caractère saisonnier de la demande de liquidités, laquelle est généralement plus soutenue à l'occasion des fêtes de fin d'années. De son côté, l'encours de la base monétaire au sens large a crû de 3,44 %, après une contraction de 1,63 % observée au 30 septembre 2025. Cette dynamique de la monnaie centrale a principalement été influencée par la hausse de 6 % des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale, portées par les interventions nettes à l'achat de l'institution sur le marché des changes. Les créances nettes de la BRH sur l'État ont également affiché une variation positive (3,72 %) dans un contexte d'accroissement des besoins de financement du Trésor.

S'agissant de la masse monétaire, les données provisoires de décembre 2025 indiquent une augmentation de 4,83 % de l'agrégat M3 par rapport à septembre 2025, alors que les agrégats M2 et M1 ont enregistré des taux de croissance plus prononcés, soit 7,79 % et 10,31 % respectivement. Cette situation reflète le comportement des composantes en gourdes de l'offre de monnaie, en particulier la monnaie en circulation (+14,42 %) et les dépôts d'épargne, qui ont crû de 7,27 %, tandis que les dépôts en devises étrangères du système sont demeurés relativement stables, n'augmentant que de 1,8 % sur la période sous revue. La croissance de la masse monétaire a été soutenue par la hausse conjuguée des avoirs extérieurs nets du système bancaire (4,83 %) et du crédit intérieur net (7,17 %). Les créances nettes sur le secteur public se sont renforcées (+11,84 %), sous l'effet combiné du financement de la Banque centrale et des placements des institutions financières en bons du Trésor. Quant aux créances nettes sur le secteur privé, elles ont évolué à la baisse (-0,91 %), dans un environnement empreint d'incertitudes, freinant l'amélioration des conditions d'investissement.

7. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE

Suivant les données disponibles au premier trimestre de l'exercice 2025-2026, le système bancaire demeure résilient, bien que la crise socio-politique ait conduit à une évolution contrastée des principaux indicateurs de performance des banques commerciales. Ainsi, l'actif du système a progressé de 2,72 % par rapport au 30 septembre 2025, pour s'établir à 725 584,37 MG. Cette augmentation résulte de la hausse conjuguée des « Avoirs à la BRH » (+3,35 %), des « Avoirs à l'étranger » (+9,64 %), des « Bons du Trésor » (+42,48 %) et des « Autres actifs » (+10,56 %).

S'agissant des ressources du système, les dépôts totaux se sont établis à 592 081,47 MG au 31 décembre 2025, en hausse de 2,1 % en variation trimestrielle. Leur progression reflète celle des dépôts à vue (+2,27 %) et des dépôts d'épargne (+3,97 %), tandis que les dépôts à terme ont enregistré un repli de 2,27 % sur la période dans un environnement macroéconomique incertain. Conséquemment, le niveau d'intermédiation bancaire, mesuré par le ratio « prêts bruts sur dépôts totaux », a connu un léger recul pour s'établir à 21,18 % contre 21,81 % au 30 septembre 2025.

Au premier trimestre 2025-2026, le système bancaire a dégagé un produit net bancaire (PNB) de 10 093,25 MG, en baisse de 9,01 % sur une base trimestrielle. Cette contreperformance découle du fléchissement des « Autres revenus » (-15,84 %) et des « Revenus nets d'intérêt » (-3,55 %). Bien que les dépenses d'exploitation aient été contenues sur la période (-4,81%), le secteur bancaire a pâti du ralentissement des activités économiques. Conséquemment le bénéfice dégagé par ce secteur s'est contracté de 15,30 % comparé au trimestre passé pour se chiffrer à 2 378,95 MG.

L'analyse de la structure financière du système indique une progression différenciée des principaux ratios. En effet, le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » est passé de 8,57 % au 30 septembre 2025 à 8,68 % au 31 décembre 2025. En revanche, le ratio « Dépôts totaux en pourcentage de l'actif » s'est porté à 81,62 %, contre 82,16 % au terme de l'exercice 2025.

Les mesures de soutien aux débiteurs du système bancaire mises en place par la BRH, notamment à travers le prolongement du moratoire sur les prêts éligibles, ont contribué à l'amélioration de la qualité de l'actif. Le ratio « Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts » a atteint 8,77 % au 31 décembre 2025, contre 9,98 % à la fin du trimestre précédent. De plus, les banques commerciales ont procédé à un provisionnement plus prudent en couverture du risque de crédit, en témoigne l'amélioration du ratio « Provisions pour créances douteuses » qui s'est établi à 101,88 % au 31 décembre 2025 contre 92,41 % au 30 septembre 2025.

Par ailleurs, les impacts défavorables du climat d'insécurité ont contribué à la détérioration de la rentabilité bancaire sur la période allant d'octobre à décembre 2025. Ainsi, le rendement de l'actif (ROA) s'est porté à 1,33 % au premier trimestre 2026, contre 1,61 % au trimestre antérieur. De même, le rendement de l'avoir des

actionnaires (ROE) s'est détérioré de 3,50 points de pourcentage pour se porter à 15,41 % au cours des trois premiers mois de l'exercice 2025-2026.

Tableau 3

Ratios clés du système bancaire au 31 décembre 2025

Ratios clés du système bancaire	Au 31 décembre 2025	Au 30 septembre 2025
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	101,88 %	92,41 %
Prêts en pourcentage des prêts bruts	8,77 %	9,98 %
Rendement moyen des prêts productifs	11,83%	14,11 %
Ratios de rentabilité bancaire	Premier trimestre 2026	Quatrième trimestre 2025
ROA	1,33 %	1,61 %
ROE	15,41%	18,91 %
Niveau de dollarisation du système	Au 31 décembre 2025	Au 30 septembre 2025
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	64,03 %	64,32 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	61,21 %	61,24 %

Source : DSBIF/BRH

S'agissant des taux d'intérêt bancaires sur les opérations en gourdes, ceux sur les dépôts à terme (DAT) sont passés de 3,5 % au dernier trimestre de l'exercice 2025 à 3,56 % au premier trimestre de l'exercice fiscal 2026. Parallèlement, les taux débiteurs se sont aussi inscrits en hausse à 17 % sur le trimestre sous-étude contre 16,50 % un trimestre auparavant. Considérant le renchérissement des prêts en gourdes, il s'en est suivi un élargissement de 13,44 points de pourcentage du spread bancaire sur la même période.

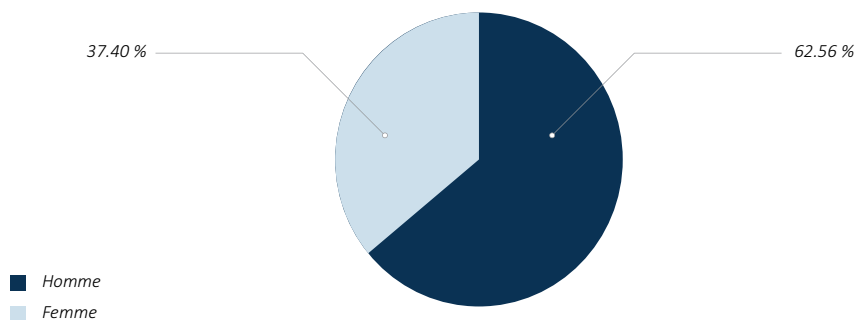
En ce qui a trait aux opérations en dollars ÉU, les taux d'intérêt sur les DAT ont accusé une légère baisse, pour se porter à 1,05 % sur la période allant d'octobre à décembre 2025, après 1,17 % le trimestre précédent. Parallèlement, les taux débiteurs ont augmenté de 1,08 point de pourcentage à 11,33 % au premier trimestre 2025-26, ce qui induit un creusement du spread bancaire de 10,28 points de pourcentage sur l'intervalle sous revue.

8. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Selon les informations collectées par le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la Banque centrale au 31 décembre 2025, le système financier a accordé 78 360 crédits dont 96,18 % à des personnes physiques et 3,81 % à des personnes morales au cours du premier trimestre 2026. Des 240 646,34 MG du portefeuille de crédits alloués dans l'économie haïtienne sur la période sous revue, 67,75 % ont été attribués à des personnes physiques et 32,25 % à des personnes morales. S'agissant de la distribution du crédit selon le genre, les hommes ont bénéficié de 62,56 % et 76,49 % du total des crédits en gourdes et en dollars respectivement, contre 37,40 % et 23,51% pour les femmes.

Graphique 10

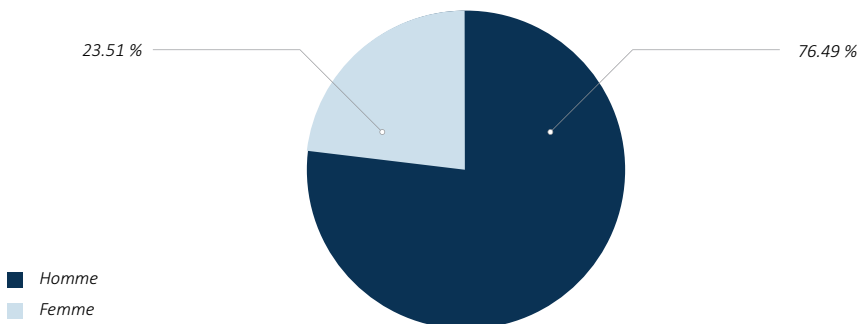
Répartition des crédits (en gourdes) accordés selon le genre



Source : BIC/BRH

Graphique 11

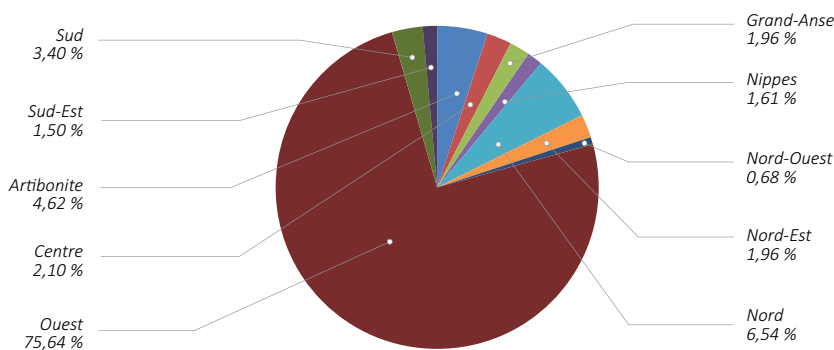
Répartition des crédits (en dollars ÉU) accordés selon le genre



Source : BIC/BRH

Considéré selon la répartition géographique, le financement de l'économie par le système financier reflète la concentration du crédit dans le département de l'Ouest qui a profité de 75,64 % du total des prêts octroyés sur le trimestre sous revue. S'ensuivent les départements du Nord (6,54 %), de l'Artibonite (4,62 %) et du Sud (3,40 %). Seulement près de 2 % du portefeuille ont été canalisés respectivement dans les départements du Centre, de la Grand-Anse, du Sud-Est, des Nippes et du Nord-Est, alors que les agents économiques du Nord-Ouest n'ont eu accès qu'à moins de 1 % des prêts du système.

Graphique 12 Répartition du crédit du système financier par région géographique



Source : BIC/BRH

9. PERSPECTIVES

Les perspectives macroéconomiques en Haïti demeurent étroitement conditionnées par le rétablissement du climat sécuritaire, lequel constitue un préalable indispensable à la reprise durable des activités économiques ainsi qu'au fonctionnement normal des circuits de production et de distribution. Dans ce contexte, le redressement de l'économie requiert également un renforcement du cadre institutionnel, accompagné de la mise en œuvre de mesures ciblées visant à soutenir l'offre productive nationale. À cet égard, la mise en œuvre du protocole d'accord de facilitation douanière conclu entre les autorités fiscales et certains partenaires du secteur privé constitue un signal favorable pour la relance de l'investissement et la reprise économique. L'exonération de taxe ciblée sur des matières premières et des biens d'équipement importés nécessaires à la production nationale devrait contribuer à une meilleure maîtrise des coûts et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises, avec des effets d'entraînement potentiels sur la croissance et l'emploi.

À cette fragilité interne est venu s'ajouter un environnement international incertain caractérisé par les fragmentations géopolitiques intensifiées par le conflit au Moyen-Orient qui a débuté à la fin de février 2026. Les conséquences néfastes du blocage du détroit d'Ormuz, qui permet le passage de 20 % du trafic maritime mondial des produits énergétiques, risquent de se traduire par une augmentation des cours de ces produits ainsi que celle des autres matières premières sur le marché international. Cette situation laisse présager des pressions inflationnistes à l'échelle internationale, étant donné le rôle transversal de ces produits pour l'économie mondiale.

Compte tenu de la forte dépendance d'Haïti vis-à-vis des importations de produits pétroliers, cette situation pourrait entraîner une augmentation de la facture d'importation et exercer des pressions supplémentaires sur le taux de change ainsi que sur le niveau général des prix, ce qui risque de compromettre la tendance à la désinflation observée depuis novembre 2025. En effet, le taux d'inflation s'est replié de 1,5 point de pourcentage par rapport à décembre 2025 pour s'établir à 23,5 % en janvier 2026. Toutefois, les évolutions récentes du contexte international, si elles se maintiennent, pourraient inverser cette dynamique au cours du prochain trimestre.

Par ailleurs, le maintien provisoire du statut de protection temporaire (TPS) des migrants haïtiens aux États-Unis et la prolongation au 31 décembre 2026 de la loi HOPE/HELP par les autorités américaines constituent des facteurs favorables au soutien du dynamisme de l'offre de devises dans l'économie haïtienne, lesquels pourraient contribuer à l'atténuation des éventuelles retombées du renchérissement des cours pétroliers sur la volatilité du taux de change et l'inflation en Haïti.

Face à ce climat empreint d'incertitudes, la Banque de la République d'Haïti (BRH), au regard de sa mission, envisage de prendre les mesures nécessaires afin de mitiger les impacts de cette conjoncture adverse sur l'activité économique. Ainsi, les priorités des autorités monétaires s'articuleront autour des décisions visant le maintien de la stabilité macroéconomique et financière. La Banque centrale maintiendra sa politique

d'assèchement des excédents de liquidité à partir des bons BRH, tout en poursuivant ses interventions sur le marché des changes en vue de lisser les fluctuations du taux de change advenant une demande plus soutenue de dollars ÉU dans l'économie. Par ailleurs, la BRH se veut partie prenante des actions visant la reprise des activités, à travers un soutien aux secteurs clés de l'économie, en témoignent les initiatives allant vers une refonte du programme pro-croissance avec l'intégration d'une approche régionale et des programmes conçus pour dynamiser les petites et moyennes entreprises haïtiennes (PME), notamment celles dirigées par des femmes, tels le Booster PME III.

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

1^{er} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2025 - 2026
(OCTOBRE - DÉCEMBRE 2025)

SPIH

